

Le Chat déchainé

Cinquième année – n° 8 (nouvelle série)

avril 2024



Contribution artisanale aux luttes d'ici et d'ailleurs

★ PRIX LIBRE

LA RÉVOLUTION COMME TRADITION VIVANTE

Célébrer les révolutions d'antan est devenu un sport pour les confortablement installés dans le présent, ceux qui se gargarisent de récits révolutionnaires sans jamais sentir la poudre. Oui, applaudir la lutte une fois la victoire acquise, quelle bravoure !

Mais la véritable essence de la révolution, c'est de la vivre, de la mener, de la soutenir quand le ciel gronde et que l'avenir est incertain.

Les révolutions d'hier, avec leur éclat et leur chaos, ne sont pas de simples histoires à raconter au coin du feu ; elles sont des phares dans la nuit noire de notre complaisance, illuminant le chemin vers la justice, l'équité, vers une société où le droit de vivre ne serait pas un luxe. Soutenir les révolutions aujourd'hui, qu'elles soient climatiques, économiques, féministes ou populaires, ce n'est pas un choix mais un devoir. Un devoir envers ceux qui se battent, un devoir envers l'avenir. Se dresser contre l'impérialisme, lutter pour l'égalité, ce n'est pas de la poésie ; c'est le travail acharné nécessaire pour que demain, nous puissions vraiment vivre dans un monde juste.

Alors, osons ! Osons être les révolutionnaires de notre temps, car c'est aujourd'hui que se joue notre demain.

1^{er} Mai : on se mobilise !

La fête et journée de lutte internationale des travailleuses est célébrée le 1^{er} mai depuis plus de 130 ans à travers le monde. Lutte pour la journée de 8 heures, commémoration des syndicalistes de Chicago assassinés par l'État suite à une série de grèves, journée de célébrations, occasion d'appliquer l'action directe, kermesses, grèves, défilés et bien plus encore rythment ce jour et permettent de réunir partis de gauche, groupes anarchistes, syndicats et mouvements sociaux, face à l'ennemi commun qu'est le système capitaliste.

On se voit dans la rue, le 30 avril à Neuchâtel, le 1^{er} mai à La Chaux-de-Fonds et à Fleurier !

Extrait d'un tract distribué le 1^{er} mars à l'occasion de la célébration de la révolution neuchâteloise. Voir aussi pp. 21-23.

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes
Instagram : flm.montagnes
Twitter : flm_montagnes
flm@espacenoir.ch



Pour nous soutenir :
CCP 12-419903-8
IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

Le Chat déchaîné, « publication anarchiste sur supports divers et à périodicité variable »

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux format et sous-titre changeants et à la périodicité aléatoire. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur wiki-libertaire.ch), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !

ESPACITO – LE MOUVEMENT SQUAT SE RELANCE

L'espace autogéré de La Chaux-de-Fonds n'aura pas vécu longtemps. Mais il a permis une mobilisation admirable et laisse entrevoir de belles choses pour la suite.

Le 18 janvier 2024, le collectif Espacito investissait la rue de la Cure 3 à La Chaux-de-Fonds, un bâtiment en piteux état vide depuis de longues années. Devant plusieurs dizaines de personnes rassemblées là en soutien malgré la pluie battante et un fort déploiement policier, le collectif a expliqué, depuis les fenêtres, vouloir créer un espace autogéré dans la Métropole horlogère pour y mener des activités culturelles, artistiques et politiques. Un joli projet soutenu par un grand nombre de collectifs, dont la FLM, la Grève du Climat, solidarités, Espace Noir ou encore des bars chaux-de-fonniers. **L'usage avant la propriété !** Un mot d'ordre qui a attiré la sympathie d'une bonne partie de la population. Le collectif a organisé plusieurs activités sur place, et organisait déjà la vie future de ce lieu.

Las, la police a expulsé Espacito le 1^{er} février, suite à la demande de l'office des faillites zurichois responsable du bâtiment. Les autorités communales n'ont pas semblé spécialement désireuses de soutenir le projet, malgré une demande forte et un très grand nombre de bâtiments vides dans la ville. Un grand nombre de bâtiments qui laissent

entrevoir de nombreuses possibilités d'occupations futures.

Nous partageons ci-dessous le texte de Delphine, un·e visiteuse de cet espace par trop éphémère.

« À l'entrée, une invitation d'un jaune solaire et joyeux est collée sur une gouttière.

Derrière la porte, un regard pétillant et un sourire éclatant nous accueillent.

Dans les étages du haut, des pièces vides, sombres et froides s'enchaînent. Les travaux ont été commencés un jour, mais jamais terminés. Le bâtiment n'est pas prêt d'être utilisé en l'état.

Mais au bas des escaliers, il y a de la lumière, des bruits de voix et des rires.

Juste avant d'entrer, j'aperçois une récolte de dons pour les victimes de la police en Suisse. Le ton est donné : Vive la solidarité !

Je découvre quelques pièces aménagées (sommairement), une bibliothèque mobile et d'autres personnes qui ont répondu à l'invitation du collectif pour la construc-

tion de l'infokiosque et du concours de tartines.

La petite table de camping tranche avec la cuisine ultra-moderne (mais pas terminée), mais le pain et les confitures sont faites avec le cœur et ça se sent.

Ça discute, ça rigole, ça échange des recettes et des références de zines, tout en partageant du thé et des biscuits.

Contraste frappant avec l'espace vide des étages d'au-dessus, ici ça vit, il y a de l'humain, de la joie, du partage et de l'espoir.

Il y a presque une semaine, j'ai visité Espacito.

Mercredi, un message sur le canal Telegram était rempli de bonnes nouvelles et de projets pour le futur de cette petite bulle de résistance au tout commercial.

Je voulais y retourner cet après-midi, pour l'arpentage annoncé de "Caliban et la Sorcière". Mais l'espace a été évacué en force, jeudi matin par la police de la Chaux-de-Fonds, sur ordre de Zürich.

Mais le rêve ne meurt pas tant qu'un·e rêveuse vit.

Et nous sommes nombreuses à rêver. »

EVAGELISMOS – UN SQUAT QUI DURE !

Evagelismos est un squat fondé en 2002 qui se situe à Héraklion, sur l'île de Crète. Il a été expulsé en 2023 avec le concours de forces spéciales et dans une débauche de violences. Un squatter est tombé du toit à cause de la police. Le bâtiment, qui appartient à l'université locale, a vu tous ses accès (illégalement) bétonnés pour empêcher le retour de ses occupant·es. La police ne fait pas dans la dentelle, à Héraklion : le 8 octobre 2023, alors qu'une manifestation familiale réunissait environ deux mille personnes, elle a attaqué le cortège sans se soucier des enfants. Mais le 1^{er} décembre 2023, 150 personnes soutenues par le voisinage ont réouvert le squat en passant par le

toit puis en défonçant les épais murs de béton.

Le 11 janvier, un camarade de Grèce était à Bienne pour nous parler d'Evagelismos et du mouvement squat. Ce dernier est fort depuis les années 1980, et s'inscrivait alors dans une vague européenne d'occupations. Le *Do it yourself* y est crucial, et le mouvement participe aux luttes pour le logement, mais aussi aux luttes anticarcérales, à la solidarité avec les réfugié·es, au combat antifasciste, aux luttes LGBTIQ, on voit des surfaces de béton dégrapées pour faire des jardins... Certains squats, notamment ouverts par et/ou pour des exilé·es, sont avant tout voués au logement. Mais l'essentiel des squats sont

caractérisés par des idéaux libertaires, une participation assumée aux luttes sociales, et une conflictualité élevée avec les autorités : le mouvement refuse presque unanimement de négocier avec l'État ou les propriétaires. Cela entraîne de nombreuses expulsions et arrestations (y compris sous le gouvernement Syriza), mais le mouvement reste dynamique. Le mouvement antiglobalisation l'a nourri, et de nombreuses vagues de mobilisations se succèdent depuis le début des années 2000 (lutte contre les JO en 2004, mobilisations étudiantes en 2006-2007, crise de 2008-2009, Occupy/Indignados...). Une lutte acharnée a également été menée contre les néo-nazis d'Aube dorée, dont les structures ont été démantelées... mais dont certains membres se sont depuis engagés dans la police. À Héraklion, Aube dorée ne pouvait pas apparaître publiquement sans se faire attaquer.

Le camarade d'Evangelismos a insisté sur l'expérience Syriza. Après une grosse vague répressive puis le mouvement des indigné·es qui a permis de revenir dans la rue, Syriza a tenté l'aventure réformiste avec une mesure phare : un référendum contre l'austérité, démobilisant au passage de larges pans du mouvement social. Mais malgré une victoire magnifique en votation, le référendum n'a pas été appliqué, Syriza n'a pas tenu ses promesses... et a même continué les

attaques contre les squats. Les mouvements extra-parlementaires se sont depuis remobilisés face aux trahisons réformistes. En 2019, le gouvernement conservateur désormais au pouvoir a encore accentué la pression, posant même un ultimatum de deux semaines pour négocier la régularisation des squats (ultimatum émis le 17 novembre, date anniversaire de l'insurrection des étudiants de polytechnique contre la dictature militaire en 1973). Mais selon le camarade présent à Bienne, aucun squat, ni anarchiste, ni de migrant·es, n'a obtempéré. De nombreuses expulsions ont eu lieu, mais certaines n'ont heureusement pas réussi. Après des tentatives infructueuses, il est arrivé que la police s'en prenne au voisinage, comme à Thessalonique.

Mais tout cela n'a pas entamé la vigueur des squats, qui ont continué à se mobiliser durant le covid (malgré un *lockdown* aussi sévère qu'inefficace) et après. Par exemple, face à l'emprisonnement de militant·es révolutionnaires pourtant légalement libérables, de nombreuses actions ont été menées, entraînant des affrontements avec la police... et des occupations de sièges de chaînes de télévision par des anarchistes. De nombreuses mobilisations ont aussi suivi un accident ferroviaire, imputé à la mauvaise gestion du réseau bradé au privé.

À Héraklion, le voisinage apprécie les squatteuses, qui ont aussi su se faire apprécier par des grévistes pourtant traditionnellement proches du KKE. Cela n'a pas empêché le recteur de l'université, à qui appartient le bâtiment, d'exiger l'expulsion d'Evangelismos, prétextant une situation dangereuse et des travaux de rénovation menés illégalement par les squatteuses. Une centaine de flics, y compris des forces spéciales, ont donc pris d'assaut le bâtiment. Cinq personnes sont montées sur le toit, et la police n'a rien trouvé de mieux à faire que de se battre contre elles, entraînant la chute d'un camarade, miraculeusement encore vivant. Ont ensuite suivi le bétonnage illégal des entrées, des destructions et vols commis par la police, des tags faits par des flics qui les ont diffusés sur les réseaux sociaux – ce qui a entraîné un petit scandale.

Mais rapidement, l'opinion publique a tourné en faveur du squat, ou du moins en défaveur de la police. Après une élection pour la mairie – lors de laquelle le chef de la police a perdu, une manifestation hétérogène de deux mille personnes a sillonné les rues,

jusqu'à ce que la police attaque le cortège des deux côtés avec des gaz lacrymogènes. De très nombreux syndicats ont pris position en faveur des squatteuses. Trois grosses assemblées ont suivi l'évacuation. Des groupes de travail plus cloisonnés ont rapidement planifié une réoccupation. Des appels ont largement tourné, et tout le monde ou presque s'attendait à une

grosse mobilisation.

Et c'est comme ça que 62 jours après

l'évacuation, 150 personnes munies de masques à gaz et de matériel d'escalade ont réinvesti le bâtiment, avec la présence bienveillante de

nombreux·ses voisin·es, ce qui a probablement permis d'éviter une intervention policière – dans un contexte où la population était excédée par les contrôles policiers à répétition, alors qu'elle n'était pas spécialement hostile au squat. Après environ trois heures, Evangelismos existait à nouveau, et existe encore.

Voir aussi

Le site squat.net, qui diffuse des nouvelles de squats partout dans le monde en 15 langues.

LA PLACE DES SYNDICATS DANS LES TRANSFORMATIONS SOCIALES

Depuis la première Association Internationale des Travailleurs (AIT) les syndicats ouvriers, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes, ne cachent pas leur intention de transformer la société vers un monde plus égalitaire ou la démocratie ne s'arrêterait pas à la porte des entreprises. Si cette ambition visionnaire n'est plus aussi officiellement revendiquée, elle n'a pourtant pas disparu des espoirs de nombreux·ses militant·es syndicalistes.

Parmi les militant·es anarchistes et autres révolutionnaires, un certain nombre s'investissent syndicalement dans le monde, mais aussi en Suisse. Faut-il adhérer dans les grands syndicats réformistes en espérant qu'ils retrouvent les espoirs d'une société nouvelle ? Ou s'attaquer à l'immense travail de créer une nouvelle structure syndicaliste révolutionnaire ?

Nous en débattons à
Espace Noir en mai 2024
date encore à fixer,
informations sur
www.espacenoir.ch

Il existe sur le globe une quantité non négligeable de syndicats révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes comptant un nombre significatif de membres

tels que la CNT (environ 40'000) et la CGT (80'000) en Espagne, les IWW (9'000) aux États-Unis pour ne citer que les plus importants. On trouve également des syndicats de base tels que Solidaires (110'000) en France ou Unicobas (5'000) en Italie.

Dans le passé de la confédération helvétique, outre la légendaire Fédération jurassienne de l'AIT dissoute en 1880, l'esprit libertaire souffla à nouveau à plusieurs reprises dans les mouvements syndicaux. La Fédération des Unions Ouvrières de Suisse Romande comptant plus de 7000 adhérent·es se crée en 1889, elle concurrencera l'USS jusqu'en 1915. Proche de la CGT française (qui, à l'époque, se revendiquait du syndicalisme révolutionnaire) et des bourses du travail, la FUOSR accueille des militants de la Fédération Jurassienne tel que Alcide Dubois et Auguste Spichiger et nombre de militants anarchistes à l'instar de Luigi Bertoni éditeur du « Réveil Anarchiste » qui soutiendra la secrétaire syndicale « trop » combative Margaret Faas-Hardegger dans son conflit avec ses instances dirigeantes de l'USS.

La FUOSR soutien de nombreuses grèves ou elle y pratique l'action directe et le boycott comme à Yverdon

dans la grève des cigarières des fabriques Vautier, qui débouchera sur la création d'une coopérative pour que les militantes licenciées puissent conserver leur emploi : S'il faut fumer, autant fumer solidaire, fumer « *La Syndicale* ».

La FUOSR ne s'implique pas uniquement dans les questions relatives au travail, mais s'est également investie sur des questions plus sociétales, comme le droit à la contraception, le féminisme et l'éducation par la création d'une école à Lausanne pratiquant la pédagogie libertaire inspirée par Francisco Ferrer.

La FUOSR édite un journal, « La Voix du Peuple » où il relate les luttes ouvrières et développe les théories du syndicalisme révolutionnaire, du féminisme et du socialisme libertaire. Cependant, elle ne survivra pas à la première guerre mondiale, qui voit ses effectifs déclinés à cause de la mobilisation.



C'est à Genève que les pratiques anarchistes feront leur réapparition au sein du syndicat FOBB,

pourtant membre de l'USS. Les militants de la Ligue d'Action du Bâtiment (LAB / 1928-1940) tels que Lucien Tronchet et André Bösiger, pratiqueront aussi l'action directe en attaquant les chantiers qui ne respectent pas les conventions collectives, en empêchant l'expulsion des locataires ne pouvant plus payer leur loyer ou en commençant la démolition des taudis vides pour protester contre la politique de la ville qui y logeait souvent les personnes sans domicile au lieu de les rénover ou de construire des immeubles salubres. À l'initiative des anarcho-syndicalistes, la FOBB de Genève a créé plusieurs coopératives dans les métiers du bâtiment pour les militants limogés et sur la liste noire des patrons.

Comme on le voit, dans son histoire, les libertaires employèrent différentes stratégies, soit au sein de syndicats réformistes ou par la création de syndicats révolutionnaires. Nous devrions nous inspirer de leur exemple pour réinvestir ce terrain de lutte.

Voir aussi

Action directe, discours indirect, film sans images de Laurent Güdel monté à partir d'archives d'entretiens avec des militant·es syndicalistes de Genève. Disponible sur Vimeo.

ON EN REPARLE – LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Dans le numéro de décembre, on vous disait que la notion de propriété privée se transformait en même temps que sa mutation matérielle (on possède de moins en moins de choses : on les loue à des entreprises qui en gardent le contrôle). Il semble que nous ne soyons pas les seuls à nous en émouvoir : après qu'Ubisoft a estimé que les joueuses devaient s'habituer à ne plus posséder leurs jeux vidéo (au profit d'un modèle basé sur l'abonnement), on a pu observer un véritable tollé dans la communauté *gamer*. Même Frédéric Morlas (le Joueur du Grenier), pourtant peu suspect de sympathies collectivistes, estime que

« *Si acheter un jeu ne fait pas de toi son propriétaire alors le pirater ne fait pas de toi un voleur* ».

Nous ne pouvons qu'acquiescer. Nous ajoutons que la disparition des supports physiques et la généralisation du *streaming* au détriment du téléchargement pose également un gros problème de conservation des œuvres culturelles : combien de jeux, de films, de séries, de musiques inaccessibles suite à la fermeture d'un service de vidéos à la demande ou au remaniement d'un catalogue ? Imaginez la même chose avec des livres. Pourrait-on accepter que la fermeture de Google Books ou la faillite de Kindle nous prive à jamais de la lecture de centaines de milliers d'ouvrages ?

Voir aussi

“La propriété privée à tout prix... mais laquelle ?”, *Le Chat déchaîné*, décembre 2023

SANTÉ : PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ À LA CHAUX-DE-FONDS

En difficulté financière, le groupe Volta (permanences médicales) a conclu un partenariat public-privé avec RHNe (l'hôpital public) et admed (laboratoire médical en mains publiques).

Une bonne nouvelle face à la concurrence de SMN/Genolier (qui a notam-

ment réussi à racheter l'hôpital public de Saint-Imier) ? Probablement.

Reste que l'accord reste flou pour ne pas dire opaque, et qu'on a la fâcheuse impression que l'État vole au secours des structures déficitaires alors que d'autres entreprises s'enrichissent sans contrepartie sur nos problèmes de santé.

PRISE D'OTAGES DANS UN TRAIN PRÈS D'YVERDON

Le 8 février, un requérant d'asile kurde iranien armé d'une hache a pris en otages 15 personnes dans un train reliant Sainte-Croix à Yverdon. Il dénonçait ses conditions de vie en tant que demandeur d'asile en Suisse, et il semble qu'il souffrait de paranoïa. Il a été abattu par la police.

La droite, notamment l'UDC, s'est précipitée pour se féliciter de cette mise à mort et pour s'en prendre au système d'asile. Au milieu des voix se réjouissant de la mort d'un homme et réclamant la fermeture des frontières, quelques élu·es et formations politiques, notamment Ensemble à Gauche/Solidarité et Écologie et des figures du Parti socialiste et de la Jeunesse socialiste, ont osé se demander si ce drame était vraiment inévitable. On peut en effet légitimement se demander pourquoi un homme ayant fui une théocratie et souffrant de

paranoïa n'a pas été mieux suivi, et pourquoi est-ce que la soixantaine d'agent·es de police n'a pas maîtrisé cet homme sans le tuer.

Les formations de gauche qui ont eu la décence de ne pas saluer une mise à mort (sans même attaquer franchement l'action de la police) se sont pris des tombereaux d'insultes et d'attaques d'anonymes, de personnalités de droite et d'extrême-droite, mais aussi du Blick. Mathilde Marendaz, bête noire du PLR yverdonnois, déjà épinglée par la presse pour avoir porté une pancarte sur laquelle on pouvait lire « ACAB » en tout petit, est particulièrement visée – y compris donc par le Blick. La droite, presse comprise, semble plus occupée à s'attaquer aux jeunes députées de gauche qu'à réfléchir aux raisons systémiques qui conduisent à de tels drames.

À bas toutes les frontières !

GÉNOCIDE EN PALESTINE – LA SUISSE COMPLICE

Les Palestinien·nes de Gaza subissent un processus génocidaire depuis octobre 2023. Des dizaines de milliers de personnes ont été assassinées par l'armée israélienne, et les plus de deux millions d'habitant·es ont dû fuir leur maison – souvent détruite par les bombardements. Suite à une requête

de l'Afrique du Sud dénonçant un possible génocide, la Cour Internationale de Justice a ordonné à Israël de tout mettre en œuvre pour éviter un génocide. Dans le même temps, la Suisse maintient sa coopération militaire avec Israël et réduit drastiquement son soutien à l'UNRWA, l'agence de

l'ONU qui vient en aide aux réfugié·es palestinien·nes. De nombreux États du Nord global agissent de même. La raison de cette action contre l'UNRWA : des allégations non-vérfiées de l'État israélien qui considère que douze (!) collaborateurs de l'agence étaient membres du Hamas (dans les faits, les structures de l'UNRWA sont parmi les rares à ne pas être sous contrôle du Hamas).

Les crimes israéliens ne s'arrêtent pas à la bande de Gaza. Un commando dont les membres étaient déguisés en soignants a pénétré dans un hôpital à Jénine et assassiné trois personnes. L'État sioniste a également mené des bombardements au Liban et jusqu'en Syrie. Parallèlement, les attaques de colons, et même de l'armée, contre des Palestinien·nes en Cisjordanie se multiplient avec la bienveillance des autorités.

Sur le plan international, les réactions diplomatiques suivent un schéma grossier Nord global contre Sud global. Alors que l'Afrique du Sud attaque Israël à la CIJ et que la Bolivie a rompu ses relations diplomatiques avec l'entité sioniste, l'Allemagne, la France et les États-Unis se placent clairement du côté d'Israël.

Autre type de riposte : Ansar Allah, le mouvement houthi au Yémen, a commencé à empêcher les navires battant pavillon pro-israélien de passer

par la Mer rouge. Même si ce faisant Ansar Allah n'a tué personne, les États-Unis et le Royaume-Uni sont intervenus, semant la mort au Yémen (le mouvement houthi n'est pas à défendre inconditionnellement non plus : il est antisémite, anti-baha'i, et un tribunal houthi a récemment condamné plusieurs dizaines d'homosexuels à mort).

Pour en revenir à la Suisse, sa responsabilité ne s'arrête pas à la Confédération qui soutient Israël tout en sabrant dans l'UNRWA. Les ventes et achats d'armes et de matériel militaire (impliquant notamment Elbit en Israël et RUAG et l'armée suisse chez nous) et les affaires financières (notamment menées par l'assurance Axa) vont bon train entre les deux pays, alors que les relations avec l'État palestinien ou l'Organisation de Libération de la Palestine sont presque inexistantes.

Université de Neuchâtel - un « moratoire » douteux

L'université de Neuchâtel a refusé de laisser BDS organiser une conférence avec l'avocat franco-israélien Salah Hamouri, qui a connu les geôles israéliennes, dans ses murs. Le motif ? Un moratoire sur la question israélo-palestinienne dont la communauté universitaire n'était pas au courant.

Voir aussi

“Palestine. Le drame continue”, *Le Chat déchaîné*, décembre 2023

OFFENSIVE CONTRE LES FÉMINICIDES – AGIR COLLECTIVEMENT CONTRE LA VIOLENCE PATRIARCALE

Qu'est-ce qu'un féminicide ?

Par féminicide, on entend un meurtre lié au genre de la personne tuée. Cela inclut toutes les personnes perçues comme étant de genre féminin : elles ont été tuées parce qu'elles étaient considérées comme des femmes, peu importe si elles se percevaient ou se désignaient elles-mêmes comme telles. Dans ce sens, un féminicide peut également concerner une personne trans, agendre ou non-binaire. On utilise le mot féminicide pour distinguer cette forme de violence, qui a des caractéristiques et un contexte spécifiques, des autres meurtres. Les féminicides reposent sur des idées patriarcales selon lesquelles les hommes cis* ont le droit de posséder et de contrôler les corps féminins et féminisés (vus ou représentés comme féminins). Cela s'exprime de différentes manières : dans le droit matrimonial et de succession, par l'exploitation économique, le contrôle social ou financier, la limitation de la liberté de mouvement ou la violence physique et psychique – pour ne citer que quelques exemples. Dans le cas d'un féminicide, l'auteur exerce ce droit de possession de la manière la plus extrême possible – il prend une vie, supprime une existence.

Les féminicides sont la pointe de l'iceberg de la violence patriarcale. Ils sont précédés par toute une série d'actes de violence que la société banalise et qui rendent possible la violence mortelle. L'humour sexiste, la domination masculine dans le langage ou la dévalorisation quotidienne des femmes et des personnes queer en font partie. C'est pourquoi on ne parle pas seulement des féminicides, mais aussi de la violence patriarcale en général.

Pourquoi on s'oppose à des expressions telles que « homicide conjugal » ou « drame familial »

La violence patriarcale et les féminicides ont lieu le plus souvent dans le contexte domestique et familial ainsi que dans les cercles de connaissances. C'est pourquoi ils sont souvent traités comme une affaire privée ou familiale. Cela a pour conséquence que les féminicides sont invisibilisés, minimisés ou présentés comme des actes isolés, ce qui masque le contexte structurel : les représentations qui rendent la violence patriarcale possible. Mais le fait que l'auteur et la personne assassinée se connaissent n'est pas une condition préalable. C'est le cas des féminicides de travailleuses du sexe par exemple.

Pour attirer l'attention sur le fait que derrière ces meurtres de femmes ou de personnes perçues comme féminines se cache tout un système et que tous ces actes sont liés, l'anthropologue Marcela Lagarde a introduit dans les années 1990 le terme de féminicide. La syllabe « ni » souligne qu'il ne s'agit jamais de cas isolés, mais d'un crime de masse. Elle insiste sur la responsabilité des États : « Si l'État, par sa dimension patriarcale et par son attachement à la préservation de cet ordre, est une partie structurelle du problème, le féminicide est un crime d'État ».

Pourquoi on ne peut pas compter sur la police, la justice et l'État pour lutter contre les féminicides

La police est le bras armé de l'État. Tout comme l'État, elle est le produit de la manière dont notre société est organisée : nos structures sociales reposent sur le fait que tout le monde n'a pas le même pouvoir et que certaines personnes exercent (ou peuvent exercer) un pouvoir sur d'autres. La police sert à préserver cet ordre capitaliste, patriarcal et raciste. Si elle s'y opposait, elle finirait par se détruire elle-même. Elle protège donc toujours les puissants et est une institution profondément patriarcale.

Cela se manifeste également dans le traitement de la violence patriarcale. Souvent, la police inverse les rôles

auteur-victime et rend les personnes concernées responsables de la violence subie au lieu de désigner l'action des auteurs comme cause de la violence. Elle protège ainsi les auteurs de violence (qui ont souvent plus de pouvoir social que les personnes qui subissent la violence) au lieu de veiller à la sécurité des personnes victimes de violence. La police ne protège pas les personnes queer, les personnes victimes de racisme, les travailleuses du sexe, les personnes sans-abri ni les autres personnes stigmatisées (c'est-à-dire les personnes qui se trouvent en bas de la hiérarchie de notre société), mais exerce souvent la violence et la répression à leur encontre.

En outre, il s'avère également que de nombreuses personnes tuées par féminicide en Suisse ont cherché de l'aide auprès de la police au cours de la période précédant leur assassinat – pourtant, les féminicides n'ont pas été empêchés. On ne peut donc pas s'appuyer sur la police pour lutter contre les féminicides, mais on doit mettre en place des formes solidaires, communautaires et alternatives de filets de sécurité pour nous protéger et nous défendre.

Les institutions patriarcales ne nous protègent pas – il faut une autodéfense queerféministe pour lutter contre la violence patriarcale.

Pourquoi il est important de nommer les féminicides en tant que tels

Le mouvement contre les féminicides trouve son origine en Amérique latine. En 2015, le mouvement a pris de l'ampleur lorsque plus de 250 000 personnes se sont rassemblées à Buenos Aires pour la première manifestation de « Ni Una Menos » (Pas Unex de Plus). À partir de là, un mouvement (queer)féministe transnational s'est développé pour lutter contre les féminicides et la violence patriarcale. Quand

on utilise le mot féminicide ici en Suisse, on fait également référence au fait que cette violence est globale – et que partout dans le monde, on se bat contre elle.

Comme on l'a vu plus haut, les féminicides reposent sur la revendication du droit de disposer des corps féminins ou perçus comme féminins. Chaque féminicide renforce symboliquement le pouvoir cis-masculin en exhibant qu'il s'étend jusqu'à la possibilité de décider de la vie et de la mort de celles qui sont soumises à ce pouvoir. Le système patriarcal normalise les fémini-

cides et tente d'affaiblir la résistance. Nommer les féminicides et souligner leur caractère structurel rend visible ce contrôle sur les corps féminins qui est socialement accepté. Chaque fois qu'on appelle un féminicide par son nom, chaque fois qu'on s'oppose au meurtre de nos sœurs et de nos adelphe**s, on refuse d'accepter ce pouvoir et on montre qu'il est possible de s'opposer à la violence de ce système.

Lorsqu'on désigne les féminicides en tant que tels, l'objectif principal est de

mettre fin à la violence patriarcale et d'empêcher d'autres assassinats - d'où le slogan « Ni Una Menos ». Il s'agit d'attirer l'attention sur la systématique qui se cache derrière ces meurtres et de lutter ensemble contre le système patriarcal. Les féminicides sont en soi hautement politiques - et il faut le dire haut et fort. En même temps, on n'oublie pas que derrière chaque féminicide, il y a une personne qui avait une histoire de vie, il y a un entourage endeuillé. On veut se souvenir des nos sœurs et nos adelphe assassinnées et porter leurs voix.



On doit reconnaître les structures patriarcales et la violence en tant que telles et les nommer afin de pouvoir les combattre.

Luttons ensemble contre la violence patriarcale et pour un monde sans domination !

Notre force et notre capacité de résistance résident dans la construction d'une sororité et d'une adelphité démocratique de base, inclusive et tolérante et d'une solidarité queerféministe.

Ensemble, on fera tomber le patriarcat !

* les hommes cis ou cisgenre sont des hommes dont l'identité de genre correspond à celle qu'on leur a assigné à la naissance.

** terme ancien qui désigne des enfants nés de mêmes parents qui est repris par le mouvement queerféministe pour inclure les hommes trans, les personnes non-binaires et agenres.

Texte transmis par
Offensive contre les féminicides
contre-les-feminicides.ch

BRÈVES

► Floride : les personnes trans risquent de se faire révoquer leur permis de conduire. Leur existence dans l'espace public est de plus en plus menacée.

► Russie : les premières condamnations pour apologie d'un soi-disant mouvement LGBT commencent à tomber.

► Russie : Navalny, l'opposant-phare au régime poutinien passé de l'extrême-droite au libéralisme est mort en détention, vraisemblablement assassiné.

► Californie : le parlement veut interdire le sans-abrisme. Autant dire interdire aux SDF d'exister. L'occasion de rappeler que de très nombreux pays ont appliqué ce genre de mesures il n'y

a pas si longtemps que le la constitution neuchâteloise interdit encore le vagabondage.

► Sri Lanka : l'homosexualité est enfin dépénalisée.

► Grèce : la mariage pour tous est enfin accepté.

► Fribourg : la Ville accordera désormais un congé menstruel.

► Yverdon-les-Bains : la commune accordera elle aussi un congé menstruel.

► Myanmar : pour compenser ses pertes face aux milices pro-démocratie et aux milices des minorités ethniques, le régime a annoncé la conscription généralisée pour les jeunes hommes et femmes. Vive la désertion !

► RDC : les massacres, viols, crimes contre l'humanité se succèdent. Plusieurs millions de personnes sont mortes depuis la fin des années 1990, entre assassinats, déplacements forcés et maladies. Certain·es parlent de génocide. La crise a été remise sur le devant de la scène après que des footballeurs l'aient visibilisée lors de la CAN.

► Maroc : les producteurs de cannabis refusent massivement de fournir les dealers israéliens, en solidarité avec la Palestine.

► Suisse : la moitié des arrêts de transports publics ne respectent pas les règles d'accès pour les personnes à mobilité réduite, cela au terme d'une période de transition de 20 ans.

► La Chaux-de-Fonds : jolie manifestation écologiste le 23 mars. D'autres actions ont eu lieu ailleurs en Suisse les 22 et 23 mars à l'appel de la Grève pour l'Avenir.

► Genève : le 23 mars également, grosse manifestation pour le droit au logement. Le même jour, un collectif paysan occupait des terres à Boudry et plus de 2000 personnes défilaient à Lausanne pour la Palestine.

► France : *Mediapart* a dévoilé qu'une policière qui avait percuté un scooter, se savait fautive, l'avait reconnu par SMS, avait qualifié le conducteur du scooter de sale noir et s'était vantée que ses collègues falsifieraient le procès-verbal et feraient pres-

sion sur la société qui gère les caméras de surveillance... a vu son dossier être classé sans suite.

► France : alors que le gouvernement ménageait le mouvement paysan tant qu'il était canalisé par la FNSEA (droite dure, productiviste, anti-écologiste) et la Coordination rurale (fascisante) malgré les violences (dont la destruction à l'explosif d'un bâtiment de l'administration, le saccage de denrées importées et des attaques contre l'inspection du travail), les syndicats de droite ont annoncé le retour au calme après des promesses de dérégulation environnementale. De nombreux·ses agriculteurices (dont la Confédération paysanne, de gauche, écologiste) ne l'ont pas entendu de cette oreille. Iels ont dû faire face aux CRS.

► Suisse et monde : les mobilisations en solidarité avec le peuple palestinien se poursuivent à un rythme soutenu. Pas assez malheureusement pour arrêter les massacres.



AVS x 13

Le 3 mars dernier, le corps électoral suisse a accepté l'initiative de l'Union syndicale suisse qui demandait une treizième rente AVS ! Les nombreux mensonges de la droite et des organisations patronales n'auront pas suffi à décourager les partisans de ce texte, qui constitue la plus grande avancée sociale obtenue en votation populaire au niveau fédéral depuis des décennies, peut-être depuis toujours ! La nouvelle a été largement fêtée, à la hauteur de la victoire (on est témoin que le réveil le lendemain fut difficile).

Évidemment, la lutte ne s'arrête pas là : la droite essaie déjà d'augmenter la TVA voire revient avec ses odieuses idées d'augmentation d'âge de la retraite – alors que l'initiative de la jeunesse libérale-radical qui allait dans ce sens a été balayée dans les urnes ce même 3 mars ! Pour contrer ces attaques, le travail de commission parlementaire ne suffira pas, il faut continuer à se mobiliser dans la rue, sur les lieux de travail, dans les syndicats, et probablement à se montrer créatif·ve dans nos moyens d'action.

LA TYRANNIE ÉCONOMIQUE DU FMI

En 2001 l'Argentine sombrait dans la faillite suite à une politique économique néolibérale pourtant saluée par le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale. Les cours du peso s'étaient effondrés, l'industrie et le commerce ont subitement été paralysés. Cette débâcle a fait la démonstration de l'échec de la politique dite du « consensus de Washington » appliquée rigoureusement par Carlos Menem durant les années 1990 : arrimage du peso au dollar, baisse d'impôts, démantèlement des filets sociaux, privatisations des services publics... on connaît la musique. Soit exactement la

politique prônée par Milei le nouveau président d'Argentine récemment élu.

Malgré les mauvaises expériences passées, le FMI recommence à encourager ces mesures catastrophiques ainsi Kristalina Georgieva a déclaré :

« La nouvelle administration [de l'Argentine] prend des mesures audacieuses pour restaurer la stabilité macroéconomique et commencer à s'attaquer aux obstacles à la croissance ».

Elle a débloqué ainsi 4.7 milliard de Dollars pour soutenir ce programme et « faciliter » la restructuration de la dette de ce pays. Le message est clair : faites la guerre aux pauvres, bradez les biens

de la collectivité aux spéculateurs internationaux, favorisez les plus riches et nous vous fournirons de l'argent jusqu'à votre prochain et inéluctable effondrement. Avec un peu de chance, il arrivera peut-être lors du règne de votre successeur.

Milei livre l'Argentine pieds et poings liés aux bourses et aux spéculateurs tout en s'attaquant, en bon admirateur déclaré des dictatures militaires, aux droits fondamentaux comme l'avortement, les libertés syndicales et la protection de l'environnement. Bolsonaro avait commencé la même politique au Brésil avec les résultats qu'on connaît jusqu'à ce que le peuple le stoppe lors des dernières élections.

Il faut se mobiliser contre ces organismes internationaux qui n'ont pour but que de promouvoir des politiques

qui soumettent les peuples aux pillards et aux usuriers comme on l'a vu en Grèce. Il est important de relancer les mouvements altermondialistes afin de faire prendre conscience aux populations de l'offensive ultralibérale qui se cache derrière de soi-disant mesures de « stabilisation des systèmes monétaires » pour, en fait, imposer la dictature des pouvoirs financiers. Il serait aussi peut-être temps de lancer une initiative pour, au moins, sortir la Suisse de ces organisations à l'idéologie toxique que sont le FMI et la Banque Mondiale.

Repris du *Bulletin* d'Espace Noir, édito de mars-avril 2024

BOUDRY : REPRISE DE TERRES

Le 23 mars, le Collectif des Hirondelles a investi le hameau agricole abandonnée de Pontareuse, à Boudry (NE). Les jeunes paysan·nes se sont déjà mis·es au boulot pour faire vivre le lieu et mettre en place les cultures pour la saison qui vient.

L'action, soutenue par les Grondements des Terres, Uniterre ou encore la Grève du Climat, est plus que bienvenue dans un contexte global d'insécurité alimentaire et dans un contexte

suisse où l'accès à la terre est fortement restreint.

Nous ne pouvons qu'espérer que cette occupation fasse des émules et que les mouvements paysans se renforcent dans une optique écologique, démocratique et anticapitaliste !

Pour suivre l'actualité de l'occupation et du collectif des Hirondelles, vous pouvez vous abonner au canal Telegram : t.me/hirondelles

PLUS TCHAUX QUE LE CLIMAT

Le 23 mars également, alors que les Hirondelles investissaient Boudry, les rues de la Métropole horlogère voyaient défiler des manifestant·es mobilisé·es par la Grève pour l'Avenir. Malgré la neige et même la grêle, plusieurs centaines de personnes se sont réunies, ont mangé de la soupe préparée par les camarades du restaurant social Ekir et ont partagé avec les différents collectifs présents avant de s'élancer derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire « Fin du monde, fin du mois, même combat ».

Toute la gauche était présente, et les slogans anticapitalistes ont largement résonné durant le cortège. Les discours ont fait la part belle aux mobilisations syndicales locales, dans l'industrie et dans l'enfance notamment, mais aussi aux grévistes de GKN Florence qui occupent leur usine et y mènent une transition écologique et sociale.

En savoir plus

Grève du Climat Neuchâtel :
neuchatel.climatestrike.ch



Comme tu l'as peut-être remarqué, les différents secteurs d'Espace Noir sont assez frénétiques ces derniers temps.

Tu as envie d'offrir un peu de ton temps et de participer à cette ébullition ?! Ça tombe bien ! On cherche des personnes intéressées à donner un coup de main dans les groupes Scène, Théâtre, Galerie et Débats-Conférences ! (Technique, programmation, service au bar, cuisine, ...)

On t'accueille à bras ouverts, on te forme si nécessaire dans le

domaine de ton choix, et on se réjouit de faire vivre Espace Noir avec toi.

Contacte-nous scene@espacenoir.ch ou appelle la Taverne 032 941 35 35

Espace Noir – coopérative culturelle autogérée – rue Francillon 29, 2610 Saint-Imier

LE MOUVEMENT ZAPATISTE EST BIEN VIVANT !

Comment faire face à la crise de civilisation que nous vivons, à la dévastation de l'environnement, à la crise énergétique, à la guerre, à la reproduction de la violence, à la polarisation croissante de la richesse, à la décomposition sociale, à la brutalité de la criminalité organisée et désorganisée ?

Telles sont les questions que le zapatisme a posées au cours de la dernière décennie. Et c'est à ces mêmes questions que le zapatisme répond alors que l'on célèbre le 30^e anniversaire du soulèvement armé de 1994 : les biens communs et l'autogestion. La théorie a été détaillée dans les 20 communiqués publiés entre octobre et décembre 2023, en particulier dans la neuvième partie, où la nouvelle structure de l'autonomie zapatiste est expliquée, et dans la vingtième partie, où est abordée la question des biens communs et la non-propriété.

La pratique, sur laquelle toute la théorie zapatiste repose, c'est ce qui est déjà mis en œuvre dans les communautés rebelles. Pour commémorer le 30^e anniversaire du début de la « guerre



contre l'oubli », l'EZLN a donc convoqué une méga caravane qui a traversé le Mexique,

Estado de México, Puebla, Hidalgo, Veracruz et Chiapas, pour se rendre aux célébrations qui ont eu lieu dans les *caracoles* du 30 décembre 2023 au 2 janvier 2024. Selon les informations diffusées sur les réseaux sociaux, dans les journaux et les magazines, environ 15'000 personnes étaient présentes, et au moins 15 pays y étaient représentés.

Dans ce lieu qui a connu tant de souffrances avant le soulèvement, des jeunes de différentes *caracoles* ont présenté des pièces de théâtre dans lesquelles ils ont représenté le parcours zapatiste des 30 dernières années et les grands changements qui sont en train d'y être opérés. Il y a également eu du football, du théâtre, de la musique, de la danse et des défilés de vélos et de motos, ainsi que des ateliers, des expositions de photos et une boutique d'artisanat. Sans oublier le défilé militaire, où l'on ne voyait pas d'armes, mais des bâtons pour marquer le tempo et des pas de danse au rythme de cumbia.

La joie est une rébellion !

Traduit et adapté de

"30 Aniversario del Levantamiento Zapatista: Lo común y el autogobierno", radiozapatista.org

Voir aussi les communiqués sur enlacezapatista.ezln.org.mx

VIVE LA RÉVOLUTION, VIVE LA RÉPUBLIQUE (SOCIALE)

À l'occasion du 1^{er} mars et de sa marche de commémoration vaguement révolutionnaire, des militant·es se sont permis·es d'aller titiller les autorités et les soldats en uniforme en rappelant que l'idéal révolutionnaire n'est pas arrivé à son terme en 1848. Un tractage avec de jolies pancartes a animé l'étape chaud-de-fonnière le matin. Une action

plus grave a eu lieu l'après-midi au château de Neuchâtel, pour rappeler que les Palestinien·nes subissent actuellement un processus génocidaire et que la solidarité, maître-mot de la marche de cette année, devrait nous pousser à les aider. Nous reproduisons ci-dessous le reste du tract distribué le 1^{er} mars. (voir p. 1)

VIVE LA
RÉVOLUTION



VIVE LA
RÉPUBLIQUE
S O C I A L E
É C O L O G I Q U E
Q U E E R F É M I N I S T E

1^{er} mars  2024

La Révolution neuchâteloise – le triomphe du radicalisme contre le monarchisme

L'insurrection de 1848 s'inscrit dans une vague de révoltes et de luttes contre l'autoritarisme et pour la démocratie: républicains chaux-de-fonniers chantant la Carmagnole à l'annonce de la Révolution française, insurrection neuchâteloise de 1831, tentatives de renversement du gouvernement conservateur à Lucerne, corps francs radicaux dans toute la Suisse, guerre de 1847 contre les forces conservatrices, Printemps des peuples de 1848...

L'établissement d'une république libérale dans notre canton, après avoir chassé les représentants du roi de Prusse, s'accompagna de l'établissement d'un État fédéral dominé par les radicaux, qui tinrent tête aux grandes puissances et aux forces conservatrices.

Des lacunes et des trahisons...

La révolution de 1848 promettait la liberté. Elle a amené de nombreuses avancées: droit de vote pour les hommes - même les étrangers au niveau communal, dans le canton de Neuchâtel; abolition de la noblesse; liberté de la presse; liberté d'association, liberté d'expression totale pour les députés; limitation des pouvoirs des Églises; école publique; jury pour les délits de presse et délits politiques...

Mais cela s'est accompagné de lacunes: les femmes sont longtemps restées inférieures en droit, jusqu'à la fin du XX^e siècle; les Juifs ont obtenu la liberté d'établissement partout en Suisse en 1866 seulement, et l'égalité juridique en 1874; les miséreux dans notre canton n'étaient pas électeurs ni éligibles; les "privileges" ont été abolis, mais pas les bourgeoisies. Et les trahisons ont rapidement suivi.

Dans toute la Suisse et dans toute l'Europe, les radicaux se sont bien vite rabibochés avec l'aile droite du libéralisme, et même avec les conservateurs. Le pouvoir d'État s'est consolidé, et aux aspirations démocratiques s'est substitué le parlementarisme comme horizon indépassable, empêchant le peuple de se gouverner lui-même. Surtout, la révolution n'a pas empêché que se constitue une nouvelle dictature, une dictature économique.

Celle qui permet à quelques ultra-riches de se vautrer dans leurs palais alors que d'autres peinent à se vêtir, se loger, se soigner, se nourrir. Celle qui fait que l'on n'hésite pas à durcir les lois contre les pauvres, les chômeuses, les assurés; mais que l'on n'ose pas exiger des riches qu'ils se montrent solidaires, par peur qu'ils fuient le canton où le pays (pour aller où? mystère!).

La République formelle, celle des lois et des grands discours, n'a pas suffi à nous débarrasser de la tyrannie et de l'exploitation. Certains parmi les anciens révolutionnaires se sont empressés, une fois au pouvoir, de consolider leur place et de freiner toute avancée. Les radicaux des années 1830 et 1840 organisaient des corps francs contre les gouvernements conservateurs. Dans les années 1850 à 1870, beaucoup d'entre eux ont combattu les revendications du mouvement démocratique. Les "radicaux" dès les années 1860 - et jusqu'à aujourd'hui - ont réprimé le mouvement ouvrier. Les "radicaux" de 1918 ont applaudi quand l'armée tirait sur des grévistes. À croire que le pouvoir corrompt toujours.

...mais un esprit bien vivant

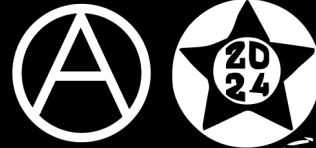
Mais ces trahisons et la répression n'ont pas enterré l'esprit démocratique dans notre canton. En 1856, la réaction royaliste a été mise en échec. En 1866, Constant Meuron, insurgé de 1831, participa à la fondation d'une section de l'Internationale au Locle. En 1918, la grève générale a trouvé un terrain fertile dans les Montagnes neuchâteloises. En 1936, la population de notre canton a apporté son aide aux antifascistes d'Espagne. Et cela ne s'est jamais arrêté: extension des droits démocratiques, droit de vote des femmes, droit de vote des étrangers·ères au niveau cantonal, nombreuses mobilisations féministes et écologistes, ouverture de squats et de salles de concerts, initiatives de solidarité avec les réfugié·es d'Ukraine, actions en soutien à la population palestinienne qui subit actuellement un processus génocidaire...

L'aspect international de la lutte est d'ailleurs crucial: la solidarité par-delà les frontières cantonales et nationales a toujours nourri les mouvements progressistes d'ici et d'ailleurs. Et les marchands d'armes qui inondent la planète d'engins de mort, les instituts de négoce qui prennent les ressources naturelles et la nourriture pour des jetons de casino, les puissant·es de ce monde qui perpétuent la misère et détruisent notre environnement commun se trouvent chez nous.

Face à la crise climatique et environnementale, à la guerre, au militarisme, au sexisme, à l'homophobie, à la transphobie, au racisme, à la xénophobie, au nationalisme, aux discriminations subies par les personnes handicapées, nous devons bâtir une république de fait, une république sociale, écologique, queerféministe, internationaliste, réellement démocratique. La lutte n'est pas finie. À nous touxtes de la mener.

Nous ne voulons pas nous contenter de célébrer les révolutions du passé, nous voulons mener celles du présent.

1ER MAI



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES TRAVAILLEUR.EUSE.S

NEUCHÂTEL

30 avril

**17h15 – défilé
Fontaine de la Justice**

**dès 18h – Galerie YD
stands, boissons,
nourriture**

20h – concerts

LA CHAUX-DE-FONDS

1^{er} mai

**dès 11h – Ton sur Ton
musique, stands,
boissons, nourriture**

14h – défilé

FLEURIER

1^{er} mai

**dès 11h – place de la
gare / jardin public
(salle Unia si mauvais
temps)**

**musique, paella, soupes
et desserts à prix libre**

Dans ce numéro

La révolution comme tradition vivante et le 1^{er} mars, pp. 1 et 21-23 ; Espacito, pp. 3-4 ; le squat d'Evangelismos, pp. 4-6 ; la place des syndicats dans les transformations sociales, pp. 7-8 ; la propriété privée, p. 9 ; partenariat public-privé dans la santé, p. 9 ; prise d'otages près d'Yverdon, p. 10 ; génocide en Palestine – la Suisse complice, pp. 10-11 ; féminicides, pp. 12-15 ; brèves, pp. 15-16 ; AVSx13, p. 17 ; la tyrannie du FMI pp. 17-18 ; reprises de terres à Boudry, p. 18 ; manif climat, p. 19 ; mouvement zapatiste, p. 20